



## Les populations locales face à l'exploitation minière au Sud

### Journée organisée par

GEMDEV – Université Paris 8 – Université Gal Lansana Conté -Sonfonia –  
PROJEG - Conakry – Guinée  
26 novembre 2019<sup>1</sup>

Lieu : Université Général Lansana Conté  
Sonfonia – Kipé – Conakry

Avec le soutien de  
CIRAD, IRD, Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis,  
Université Général Lansana Conté – Sonfonia, PROJEG/Aide-et-Action  
(liste non définitive)

---

<sup>1</sup> La rencontre pourrait débuter dès le lundi 25 novembre après-midi pour se tenir sur 1,5 jour



## Les populations locales face à l'exploitation minière au Sud

### Comité scientifique :

**Audrey Aknin**, (Economiste, GEMDEV & CEMOTEV – Université de Versailles/UVSQ), **Delphine Arnoud** (Consultante), **Matthieu Bolay** (Post doctorant IHEID Genève), **Raphaëlle Chevrillon-Guibert** (Chercheuse IRD et INAU Rabat), **Catherine Choquet** (IGR, GEMDEV, Université Paris 8), **Marie Yvonne Curtis** (Anthropologue), **Harouna Diallo** (Juriste, GERSDA, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, Mali), **Moustapha Diop** ((Anthropologue, Doyen de la Faculté de SHS, UGLC-CS), **Vincent Geronimi** (Economiste, GEMDEV & CEMOTEV – Université de Versailles/UVSQ), **Amadou Keita** (Juriste, GERSDA, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako Mali), **Claire Mainguy** (Economiste, GEMDEV & UMR BETA – Université de Strasbourg), **Marc Pilon** (Démographe, DR IRD, Président du GEMDEV), **Jean-Fabien Steck** (Géographe, GEMDEV, UMR Lavue & Ecole doctorale de l'Université de Nanterre), **Alix Toublanc** (Juriste, GEMDEV et IREDIES – Université Paris 1 Panthéon Sorbonne).

### Comité d'organisation

Catherine Choquet, Moustapha Diop, Claire Mainguy, Sory Sidibé, Sonia Vinolas

### Contexte :

La croissance des cours des matières premières qui a marqué le début des années 2000 puis l'instabilité qui a suivi la crise de 2008 ont relancé les débats portant sur les effets de l'exploitation des ressources minières pour les pays en développement à spécialisation primaire. Au niveau national, l'augmentation des ressources financières issues du secteur minier a accru la rentabilité des filons exploités à grande échelle ; l'exploitation artisanale peut désormais recourir à des techniques semi-industrielles et attire de nombreux orpailleurs. Cette évolution pose la question des règles formelles ou non qui régissent le partage de cette rente mais aussi celle de la prise en compte des effets environnementaux, sociaux et territoriaux de cette pression sur des ressources non renouvelables. Ainsi, à titre d'exemple, dans les secteurs miniers de l'exploitation industrielle, force est de constater que l'installation d'un grand nombre de compagnies minières (14 à Boké, 6 à Boffa) a considérablement impacté une partie du littoral de la Guinée essentiellement recouvert par la mangrove. Cette pression sur l'environnement pose également la question de la résilience des communautés dans différents domaines.

Dans le même temps, on constate une évolution des règles au niveau international (ITIE, codes de bonne conduite OCDE, etc.) et au niveau national (codes miniers, des investissements... mais aussi RSE) qui ont des impacts sur les retombées de l'exploitation minière.



De plus, les pays ont leurs propres agendas politiques et économiques (décentralisation, secteurs prioritaires, stratégies de formalisation du secteur de l'orpaillage, etc.) qui peuvent également avoir des effets sur l'exploitation minière. La faiblesse des décentralisations et des collectivités locales, en particulier, pose la question des formes de gestion et de l'identification des dynamiques d'acteurs et des formes d'organisation qui sont les leurs.

### **Thématique du colloque :**

Dans ce contexte en mutation, comment évoluent les retombées de l'exploitation minière sur les modes et niveaux de vie des populations des pays riches en ressources ? Dans ce séminaire, nous nous intéresserons aux effets économiques, environnementaux, socio-culturels et territoriaux récents de l'exploitation minière dans les pays du Sud et à l'évolution des régulations, des politiques et des initiatives locales qui tentent de les prendre en compte. Nous mettrons notamment l'accent sur l'importance et le rôle de la société civile, sur son poids face aux autres échelles de gouvernement et de gouvernance et sur les relations qu'elle peut avoir avec les différents acteurs du secteur minier. Enfin, nous étudierons les stratégies (familles, groupes) que les communautés ont développées pour faire face à ces changements rapides.

### **Les différents sujets possibles :**

Les communications pourront porter sur les questions suivantes :

#### **Prise en compte des populations dans l'évolution des régulations**

- Au niveau international et à l'échelle territoriale, dans la définition des règles de gestion des ressources minières et dans leur mise en œuvre ;
- Grâce à la transparence de la gestion des ressources minières entre les opérateurs, les gouvernements et la société civile (ITIE, informations sur la fiscalité locale...) ;
- Notamment dans les politiques qui concernent l'exploitation minière : décentralisation, politique foncière, fourniture de services publics qui ne soient pas dépendants des opérateurs miniers, fiscalité minière et partage de la rente (codes miniers, codes des investissements...) ;
- Par la prise en compte du déclin de l'activité minière et de la fermeture des mines : réhabilitation des sites miniers prévue par les codes miniers ; durée de la responsabilité des exploitants ; anticipation de la diversification des activités, fourniture des biens et services publics...



## Évolution des retombées locales de l'exploitation minière

- Les effets des différents modes d'exploitation (industrielle, à petite échelle, artisanale...) sur les niveaux de vie des populations : emploi, accès aux services publics, activités indirectes...
- Les effets de l'exploitation minière sur l'évolution des rôles au sein de la famille (jeunes, femmes...), de la communauté, du village...
- Les effets sur la scolarisation des jeunes (opportunité économique de scolarisation versus déscolarisation ; moyens collectifs/communautaires pour investir dans des infrastructures éducatives, utilisation des recettes fiscales, des fonds issus de la RSE ou de l'exploitation artisanale), sur les enseignants (phénomènes de désertion, d'emploi d'élèves sur des sites propres), sur l'alphabétisation et la formation (des travailleurs).
- Les effets environnementaux des différents modes d'exploitation des ressources minières sur la santé publique et les autres activités (agriculture notamment).
- Les effets territoriaux, posant notamment la question des effets d'entraînement sectoriels et systémiques, des dynamiques et des enjeux du développement local à différentes échelles (locales, régionales, nationales...)

## Les conflits liés à l'exploitation minière :

- La concurrence/complémentarité entre les différents modes d'exploitation de la ressource (industrielle, artisanale, à petite échelle) et les autres secteurs d'activité.
- L'évolution des conflits / coordinations entre les différents modes d'exploitation possibles (à grande échelle ou à petite échelle, industrielle, artisanale) : conflits fonciers sur les opérations d'expropriation, de déplacement, de compensation et de réinstallation des populations locales dans les zones d'exploitation minière.
- Conflit entre normes : conventions minières, codes miniers, codes nationaux entre eux (codes fonciers, investissements...), normes régionales, continentales et internationales.



## Les enjeux de l'exploitation minière pour les populations

- Respect des engagements, redevabilité des acteurs miniers (différents niveaux de l'Etat, exploitants à différentes échelles) et modalités de contrôle citoyen : le rôle des media et des organisations de la société civile.
- La responsabilisation aux différentes étapes de la filière : responsabilisation sociale des orpailleurs (contributions aux biens et services collectifs) et des communautés impactées; chaînes d'approvisionnement responsable ; labélisation, réadaptation des populations locales au changement en cours....
- La résilience des populations
  - Au niveau spatial et économique (terre, agriculture, autres)
  - Au niveau social et culturel (solidarité des communautés impactées)
  - Au niveau environnemental
  - Au niveau politique

Ces sujets, importants en Guinée, concernent d'autres pays de la sous-région comme le Mali, le Burkina Faso ou d'autres pays du Sud riches en ressources minières.

L'objet de ce séminaire est de faire le point sur les recherches récentes, sur les actions déjà menées tant au niveau international que des politiques publiques et des organisations de la société civile pour améliorer les retombées durables de l'exploitation minière et *in fine* de mettre l'accent sur les sujets qui devraient encore être approfondis.

Les contributions peuvent concerner aussi bien l'exploitation minière artisanale, à petite échelle que celle à grande échelle et industrialisée. Elles pourront s'inscrire dans des champs disciplinaires variés.

Les contributions pourront prendre les formes suivantes :

- Format d'article universitaire (environ 12 pages avec problématique, revue de la littérature sur le sujet...) et présentation powerpoint.
- Format d'étude : résultat d'enquête (qualitative ou quantitative) de terrain.

Les diverses contributions pourront être publiées sous forme d'un ouvrage, d'articles, et/ou en format électronique.

### Calendrier.

Date limite d'envoi des propositions de communication ou de synthèse d'étude :

**1<sup>er</sup> septembre 2019**



**Deux pages maximum**, soit 1000 mots présentant l'intérêt du sujet, la question à laquelle la communication va répondre, la méthodologie appliquée, les 10 principales références bibliographiques et cinq mots-clés. La sélection des contributions dépendra de la pertinence du sujet proposé par rapport au thème du colloque et des informations fournies par les auteurs dans ces deux pages.

Date de la décision du comité scientifique **15 septembre**

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues : **30 octobre 2019**

Les propositions de communications sont à envoyer avant le **1<sup>er</sup> septembre à**  
resnasud@gmail.com